

**NOUS
SOMMES**
Montpellier

**UN NOUVEL
ESPOIR**

ÉCONOMIE

METTRE L'ÉCONOMIE AU SERVICE DU COMMUN

**LES 15 ET 22 MARS 2020
[HTTPS://NOUSSOMMES.ORG](https://noussemmes.org)**

NOTRE CONSTAT

À Montpellier, le taux de chômage dépasse les 20%¹ et dans certains quartiers plus d'une personne sur deux vit sous le seuil de pauvreté². Les causes de ce désastre social sont politiques. Montpellier souffre de l'absence de vision et d'un développement économique cohérent avec ses atouts territoriaux (qualification de la population, secteurs de recherche, etc.). Développer la French Tech est une ambition intéressante mais inadaptée au marché du travail local : alors que plus d'une personne sur cinq recherche un emploi, ce choix impose de faire venir la main d'œuvre correspondante hors de notre territoire. C'est absurde. Montpellier a besoin de développer des filières en phase avec sa population. Les industries historiques de Montpellier que sont l'industrie pharmaceutique et biotechnologique sont peu créatrices d'emplois. Seuls les secteurs du tourisme et du commerce de proximité créent des emplois, mais bien souvent précaires. Aujourd'hui les femmes sont particulièrement touchées par les emplois précaires : temps partiels subis et bas salaires. Les jeunes peinent à s'insérer sur la marché de l'emploi, faute de demande correspondante et de plus en plus de montpelliérain·e·s se tournent vers du salariat déguisé en auto-entrepreneuriat, faisant des livraisons de repas ou autre.

L'augmentation du PIB, n'augmente plus le niveau de bien-être³. Au-delà de la quantification basique de l'activité économique que représente le PIB, il est nécessaire de qualifier l'activité au niveau environnemental, social mais aussi par sa capacité à créer une synergie locale pour l'ensemble de l'économie. Ainsi, l'économie doit être remise au service du bien commun. Produire des biens et services pour faire augmenter le PIB ne présente aucun intérêt ni pour la ville ni pour ses habitant·e·s. Consommer toujours plus de produits fabriqués à l'autre bout du monde pour un coût social et environnemental monumental ne rend pas plus heureux. Sortir du consumérisme effréné est non seulement nécessaire mais souhaitable.

Les conditions de travail des salarié·e·s sont aussi un enjeu important. Les accidents du travail se multiplient et le burn-out se banalise montrant les lacunes en terme de gestion des ressources humaines. Ces fléaux touchent en particulier le secteur public où les agents « travaillent dans la terreur, la boule au ventre »⁴ Où des grèves régulières entravent le bon fonctionnement des cantines scolaires⁵. L'amateurisme en place en termes de gestion humaine est une faute morale mais aussi une erreur d'efficacité : quand les salarié·e·s vont mal, les services fonctionnent moins bien, l'absentéisme augmente et le niveau de service public diminue pour un coût plus élevé. Une gestion des ressources humaines bienveillante est nécessaire au bon fonctionnement des services publics comme des entreprises.

1 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-34172#figure-3-5>

2 Insee Dossier Occitanie n° 7 - Juillet 2018

3 Sortir de la Croissance - Eloi LAURENT

4 https://actu.fr/occitanie/montpellier_34172/montpellier-clash-agents-metropole-syndicat-force-ouvriere-est-colere_29479446.html

5 <https://www.midilibre.fr/2020/01/15/greve-dans-les-cantines-a-montpellier-pourquoi-en-sommes-nous-arrives-la.8661674.php>

NOTRE PROJET

Deux grands enjeux se présentent à l'économie montpelliéraine : **éradiquer le chômage** et se transformer au service de la transition écologique. Cette dernière est une opportunité pour la **création d'emplois locaux** si la Ville sait tirer son épingle du jeu : Montpellier doit rester à l'avant-garde. En créant un écosystème cohérent entre la commande publique, les programmes de rénovation urbaine, tout en valorisant l'accueil et l'innovation des entreprises, nous ferons entrer Montpellier dans une dynamique d'**emploi durable**. Pour cela, nous agirons sur 3 axes complémentaires :

- nous développerons les **filières de la transition écologique** : rénovation des bâtiments, énergies renouvelables, production et transformation agricole biologique, ainsi que **valorisation des déchets** ;
- nous soutiendrons le développement d'une **monnaie locale complémentaire** afin d'inciter à une transition des modes de **consommation locale et durable** et soutenir les commerces de proximité ;
- nous accompagnerons les demandeurs et demandeuses d'emploi par de la **formation et de l'apprentissage** en cohérence avec les filières économiques existantes et celles que nous développerons, et nous accompagnerons la création d'**Entreprises à But d'Emploi** dans le cadre du dispositif Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée.

La cohérence au cœur de notre action commence par un moratoire sur l'ensemble des grands projets inutiles. La création d'un centre commercial comme Ode à la Mer, deux fois la surface d'Odysseum, est une hérésie. Ces centres commerciaux détruisent les commerces de proximité des centres villes et des hectares de terres agricoles.

Enfin, il est urgent de remettre l'humain au cœur du service public. Nous mettrons en place une véritable politique de ressources humaines, attentive aux conditions de travail et aux risques des salarié·e·s. La médecine du travail, outil de prévention du risque, doit être remise à sa juste place au cœur des services.

LE DÉTAIL DE NOS MESURES

Développer les filières d'avenir créatrice d'emploi

L'objectif de Nous Sommes est à la fois de créer une dynamique créatrice d'emplois tout en œuvrant à relever le défi de la crise écologique. Pour réaliser ce double défi, nous allons développer les filières d'avenir que sont les énergies renouvelables, la rénovation des bâtiments, la valorisation des déchets, ou encore l'agriculture et l'alimentation durable. Le développement de ces filières permettra de créer de nombreux emplois. La rénovation des bâtiments nécessite charpentier·e·s, architectes, ingénieur·e·s, etc. la transformation de notre système agroalimentaire a besoin de maraîcher·e·s, artisan·e·s, commerçant·e·s, transporteur·e·s, chercheur·e·s et ingénieur·e·s, ouvrier·e·s agricoles, etc. Nous accompagnerons donc celles et ceux qui sont éloignés de l'emploi par de la formation, de l'apprentissage et favoriserons les entreprises d'insertion professionnelle.

Nous organiserons le développement de ces filières par des appels à porteurs et porteuses de projets qui développeront le tissu économique de demain. Nous faciliterons leur développement en les accompagnant pour trouver les financements nécessaires au développement de leur activité. Pour cela nous retisserons les liens avec les autres collectivités et nous solliciterons les plans de financement régionaux, nationaux et européens. Par exemple, l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, au budget de 20 milliards d'euros, pourra participer au financement des investissements nécessaires à la transformation de l'économie montpelliéraine.

Au cours de notre mandat, plus de **3000 emplois pourront être créés** au sein de ces filières d'avenir, auxquels s'ajouteront les emplois induits. Notre objectif est une baisse de 20% du nombre de personnes éloignées de l'emploi.

Comment naît l'innovation ? C'est toujours la rencontre entre le monde de la recherche, de l'entreprise, le monde étudiant, associatif et des usager·e·s qui se mobilisent sur un besoin non-couvert. Il faut donc décroiser ces mondes, s'assurer qu'ils se côtoient et qu'ils innovent ensemble. Il faut prendre en compte les usages (et donc les usager·e·s !) avant de proposer des produits et des services innovants, de manière à ce qu'ils servent la population. Les montpelliérains et montpelliéraines doivent être le terreau de l'innovation.

Décroiser les mondes

Pour créer un écosystème favorisant l'innovation, il est nécessaire de **maximiser la sérendipité** d'une part, et d'**accompagner les porteurs et porteuses de projet** au sein d'incubateurs d'autre part.

Nous créerons donc en partenariat avec les universités, les entreprises du territoire et

les habitantes et habitants du quartier **un réseau de fab lab**. Un fab lab, ou tiers-lieu dédié aux créateurs et créatrices, est un espace mettant à disposition des usagers et des usagères un ensemble d'outils, de machines ou autre matériel souvent trop cher pour les petites entreprises. Cette mise à disposition permet de développement de nouvelles entreprises sans nécessiter de gros investissement avant de s'être assuré de l'existence d'un marché pour le nouveau produit ou service développé. Le second objectif d'un fab lab est de décloisonner les mondes. Permettre qu'une chercheuse rencontre un artisan, qu'un ingénieur coopère avec une ouvrière, qu'une étudiante travaille avec un technicien. En décloisonnant les mondes, en facilitant les rencontres des personnes œuvrant dans le même domaine on crée le terreau le plus fertile pour la création d'entreprises innovantes.

Au sein de ces fab lab, des incubateurs faciliteront et accéléreront le développement des entreprises créées. Ces incubateurs accompagneront les startups sur les questions juridiques et comptables. Ils les formeront sur des outils opérationnels facilitant la gestion quotidienne des entreprises innovantes : business model canvas, personas, focus groups, etc. Enfin ils aideront les startups dans leur recherche de financement.

Développer l'économie locale et les circuits courts

Commerces de proximité

Les commerces de proximité du centre-ville ont vu leur chiffre d'affaire baisser de 2 % par an depuis des années. En cause, les grands centres commerciaux développés en périphérie qui vident l'Écusson et le cœur des quartiers de Montpellier. Nous proposons donc l'arrêt du développement de toute nouvelle zone commerciale. Les moyens actuellement déployés au développement de ces zones commerciales seront réorientés vers la dynamisation du centre-ville et des quartiers. Concrètement, des manager·e·s de centre-ville seront déployé·e·s dans l'ensemble des quartiers afin d'organiser l'animation des quartiers, organiser des temps forts, améliorer la lutte contre la vacance commerciale, favoriser les artisan·e·s et participer à l'embellissement.

Par ailleurs, nous mobiliserons l'ensemble des aides nationales pour accompagner celles et ceux dont les commerces subiraient des dégradations lors de manifestations.

Afin d'accompagner le développement des commerces de proximité dans les quartiers, nous ferons usage du droit de préemption de la mairie afin de faciliter l'installation des commerces et d'artisan·e·s indépendant·e·s. Nous fournirons aussi un appui technique afin de faciliter la création et la reprise. Les entreprises et associations de l'Économie Sociale et Solidaire bénéficieront d'un accompagnement privilégié, en particulier en ce qui concerne l'accès au foncier.

Monnaie locale

Dans le but dynamiser l'économie locale, nous proposons de favoriser le développement d'une monnaie locale complémentaire permettant de créer un cercle vertueux de relocalisation de la production et de la consommation. Une monnaie locale complémentaire permet de favoriser la production locale en incitant les

commerçant·e·s, les entreprises, les artisan·e·s à s'approvisionner localement. Elle permet aussi de promouvoir des modes de consommations plus vertueux : écoresponsables, plus locaux et plus durables. C'est mieux pour les consommateurs et consommatrices, pour l'économie locale et pour l'environnement. Enfin, elle permet d'anticiper une éventuelle crise monétaire à venir en développant une alternative à l'euro comme l'a permis la TEM à Volos en Grèce lors de la crise de l'Euro.

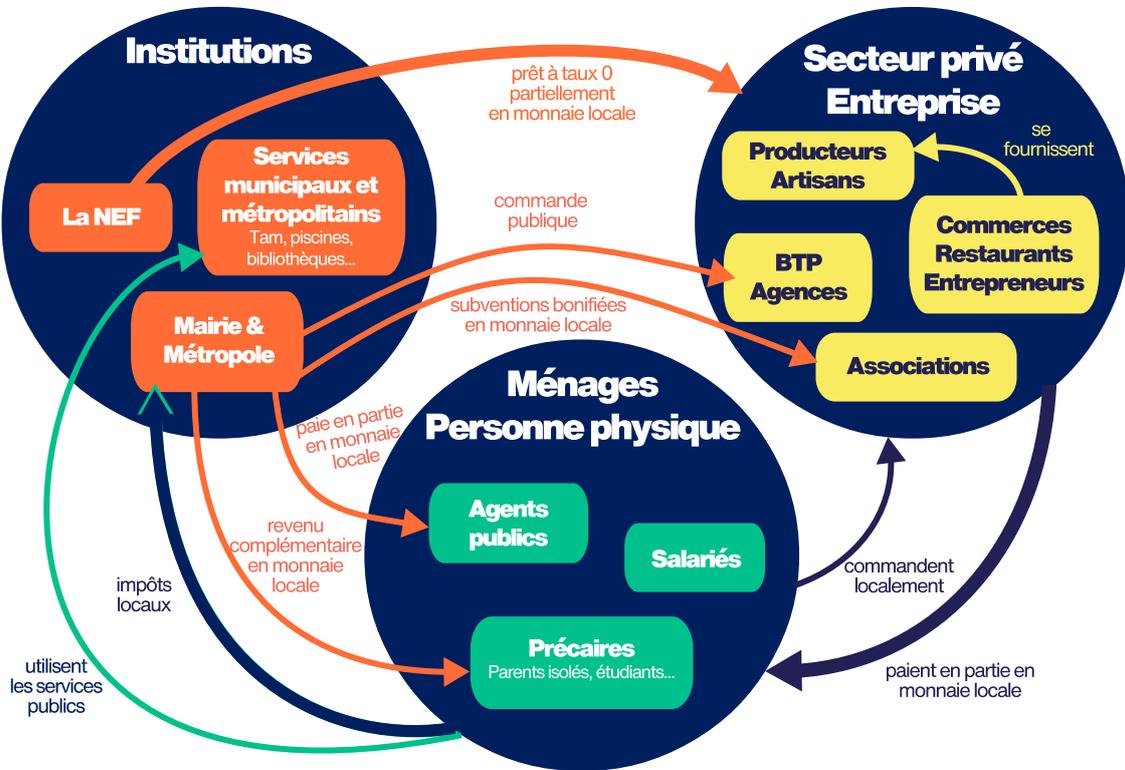
Pour développer la monnaie locale complémentaire, nous permettrons aux usagers et usagères des services publics de payer en monnaie locale. Nous accompagnerons les acteurs et actrices du secteur privé pour leur permettre d'accepter les paiements en monnaie locale.

Le principal enjeu pour développer une monnaie locale est d'une part de faire en sorte qu'une masse monétaire suffisante de monnaie locale soit créée afin d'avoir un impact significatif sur l'économie locale et d'autre part de faire en sorte que cette monnaie ne soit pas confinée dans les mains d'une minorité de consom'actrices et consom'acteurs militants mais permettre à chacun et chacune de se saisir de cet outil.

Pour cela, nous proposerons aux élu·e·s et agent·e·s du secteur public de recevoir une partie de leur salaire en monnaie locale. Les subventions accordées par la mairie pourront être bonifiées lorsque les bénéficiaires acceptent de les recevoir partiellement en monnaie locale. De même, nous ajouterons comme critère d'attribution des marchés publics le fait d'accepter la monnaie locale, favorisant ainsi les entreprises locales.

Dans un second temps, nous créerons un revenu complémentaire en monnaie locale à destination des plus précaires. Ce revenu complémentaire sera expérimenté à un montant démarrant à vingt euros par mois et ciblant en particulier les parents isolés et les étudiantes et étudiants précaires. Nous redonnerons ainsi du pouvoir d'achat à celles et ceux qui en ont besoin tout en favorisant une économie locale résiliente et vertueuse. Ce dispositif sera alors évalué, et pourra à la suite être étendu à un plus grand nombre de montpelliérains et montpelliéraines et à l'instar du B-Income barcelonais être déployé de manière ciblée sur les quartiers prioritaires de Montpellier.

Avec cet ensemble de mesures, Montpellier disposera d'une masse monétaire 10 à 20 fois supérieure à la plus importante monnaie locale actuellement en circulation, la Bristol Pound. Elle atteindra ainsi la taille critique nécessaire pour avoir un impact réel sur les modes de consommation et de production. L'économie de Montpellier sera alors résolument tournée vers l'avenir.



Vaincre le chômage de longue durée avec des Entreprises à But d'Emploi

Le dispositif Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) est une expérimentation initiée par l'association ATD Quart-Monde⁶. L'origine du dispositif provient du constat qu'une personne en situation de chômage de longue durée représente un coût global à la société, calculé par ATD Quart-Monde, de 18 000 € par an. Ce coût inclut les prestations sociales auxquelles ont droit les personnes touchées par le chômage de longue durée mais aussi les coûts induits par la précarité créée (santé, logement, sécurité, protection de l'enfance), et le manque à gagner en terme de recettes de cotisations sociales et d'impôts.

L'association a donc proposé au gouvernement de permettre la création d'Entreprises à But d'Emploi (EBE) qui percevraient ce montant afin de salarier toutes les personnes en situation de chômage de longue durée souhaitant retrouver le chemin vers l'emploi grâce à ce dispositif. L'entreprise développe ensuite son activité en fonction des compétences et des talents des personnes recrutées, ainsi que des besoins du territoire sur lequel elle est implantée. L'entreprise ne doit cependant pas rentrer en concurrence avec des entreprises existantes afin d'éviter de ne faire que déplacer du chômage au lieu de le supprimer.

Nous porterons par ailleurs, auprès du gouvernement, la proposition de porter cette seconde expérimentation plus loin. Nous souhaiterions expérimenter la création de multiple EBE sur un même territoire, dense en population et en chômage, et la mise en réseau de ces EBE. En effet, les Entreprises à But d'Emploi ont pu montrer leur efficacité lorsqu'elles étaient seules à agir sur leur territoire. Il est temps de s'assurer de l'efficacité du dispositif lorsque plusieurs entreprises se côtoient sur le même territoire et qu'elles disposent des outils nécessaires à leur bon fonctionnement en synergie plutôt qu'en compétition.

Un service public exemplaire

La commande publique au service des communs

Nous utiliserons les leviers du code de la commande publique afin de remettre la commande publique au service de l'économie locale, sociale et responsable. Des clauses sociales et environnementales seront systématiquement inscrites dans les critères d'attribution des marchés publics. Par ailleurs des marchés publics seront réservés aux entreprises qui participent à l'insertion professionnelle de toutes et tous. Nous diviserons par lots les marchés importants afin que les petites et moyennes entreprises soient en capacité à répondre aux appels d'offre. Nous consulterons les entreprises du territoire en amont des appels d'offre afin qu'elles soient en capacité d'y répondre au mieux.

Nous appuierons les groupements temporaires d'entreprises et les Coopératives

⁶ <https://www.atd-quartmonde.fr/>

d'Activités et d'Entrepreneur·e·s (CAE) qui permettent aux entrepreneur·e·s, petites entreprises et artisan·e·s indépendant·e·s d'unir leurs talents afin d'être en capacité de répondre aux appels d'offre.

Concernant l'équipement numérique des administrations et des services, nous ferons développer et utiliserons prioritairement des logiciels libres et des standards ouverts. Loin d'être anecdotique, le logiciel libre constitue une véritable opportunité pour favoriser notre indépendance technologique et notre compétitivité. De plus, nous mettrons en place une véritable plateforme pour rendre accessible l'ensemble des données publiques dans des formats facilement exploitables.

Employeur exemplaire

La gestion du personnel dans les institutions publics ou dépendant de la mairie est une catastrophe. Les grèves se sont multipliées dans les cantines scolaires et l'absentéisme se banalise dans l'ensemble des services publics. Les agentes et agents sont traités sans humanité et les partenaires sociaux ne sont pas écouté·e·s.

Nous proposons d'assurer une meilleure qualité de vie au travail à l'ensemble des agents du service public et au sein des entreprises contractuelles. Par une gestion humaine bienveillante, nous améliorerons la qualité de vie au travail des agents, ainsi que la qualité du service fourni par la mairie. Nous accompagnerons les cadres des services publics aux méthodes de management bienveillantes. Ces méthodes permettent d'une part d'installer un climat de confiance dans les institutions, d'assurer un service public de meilleure qualité, de lutter contre l'absentéisme et de diminuer les coûts du service public.

Nous remettrons la médecine du travail au cœur des services. Son rôle de prévention des maladies, troubles et maux liés aux conditions de travail permet d'anticiper les problèmes plutôt que d'accumuler par la suite les arrêts maladies. Par ailleurs, la médecine du travail doit être pleinement écoutée quant aux adaptations des postes de travail. Le travail ne doit pas être une machine à broyer les agents, mais peut au contraire être émancipateur.

Un service public de qualité passe aussi par l'écoute du terrain. Les expert·e·s de la ville et des services c'est aussi les agent·e·s qui travaillent au quotidien au service des montpelliérains et des montpelliéraines. Donnons du pouvoir d'agir aux agents et agentes, installons de la confiance dans les services : confiance dans les agents et agentes de terrain comme dans la hiérarchie, remettons l'humain au cœur des services publics.

Des services publics efficaces

Nous remettrons de l'ordre dans les services publics. À l'instar de la gestion des déchets ou du traitement des eaux usées, les délégations de service public coûtent souvent trop cher. Nous évaluerons donc la performance des délégations de service public. Les délégations qui ne seront pas à un niveau de performance satisfaisant

pourront être remplacées par la création de Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif avec une gouvernance tripartite : municipalité, salarié·e·s et usager·e·s. Grâce à cette gouvernance partagée, nous assurerons le bon fonctionnement du service public, de façon démocratique avec la représentation des salarié·e·s et des usager·e·s de ce service public. Ces services pourront alors fonctionner de façon optimale en prenant en compte à la fois le coût du service pour la collectivité avec la représentation des pouvoirs publics, la qualité de fonctionnement du service avec la représentation des usager·e·s, et l'amélioration la qualité de vie au travail des salarié·e·s avec leur représentation à la gouvernance de la société.

Nous améliorerons l'accessibilité des services publics à toutes et tous en permettant notamment l'accueil des personnes en Langue des Signes Française au commissariat, à l'office du tourisme, et à la mairie ; nous faciliterons l'accès aux infrastructures de sport, de culture et de loisir aux personnes en situation de handicap. Pour découvrir l'ensemble de nos mesures d'accessibilité, rendez-vous sur notre livret consacré au handicap⁷.

7 <https://nous sommes.org/les-personnes-en-situation-de-handicap-et-la-cite/>

En bref, notre volonté pour la ville

Nous créerons une dynamique créatrice d'emplois par des investissements massifs dans les secteurs d'avenir. Nous accompagnerons les personnes éloignées de l'emploi par de la formation, de l'insertion professionnelle et de l'apprentissage. Nous relocaliserons l'économie par le développement d'une monnaie locale. Nous remettrons l'humain au cœur des services publics. Nous remettrons de l'ordre dans les services publics.

